

**Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !**  
**Vive la Guerre Populaire !**

---

# **GAUCHE PROLÉTARIENNE**

## **NOUVELLE JACQUERIE**

1972

*Jean-Pierre LD.*

### **I. — 1935-1972**

#### **a. 1935.**

« Un député de la Seine-Inférieure, le docteur Crutel, qui d'ailleurs m'attaque violemment, avait voulu assister à l'inauguration d'un service d'eau à la campagne. Dès son arrivée, il fut empoigné par des paysans qui essayèrent de le hisser dans la camionnette d'un marchand de porcs.

L'intervention du préfet et des gendarmes permit la délivrance du pauvre médecin et c'est par des applaudissements que fut accueillie cette boutade de l'automobiliste : « Si vous l'aviez mis dans ma voiture, j'aurais été obligé de la désinfecter avant d'embarquer mes petits cochons. »

Voilà une action qu'Henri Dorgères donne en exemple à toute la corporation » paysanne.

« Lorsque le député vient à la campagne, il ne lui est pas possible de se faire escorter partout par des gendarmes ou par des policiers. En pareil cas, loin de la garde prétorienne, vous avez entre les mains les responsables de la situation. C'est le moment de leur faire voir, non seulement par des paroles, mais par des violences, que vous n'êtes pas contents. »

Toujours dans « *Haut les fourches !* », Dorgères raconte une autre action qui lui valut d'ailleurs d'être emprisonné.

« Il y avait dans la Somme un fermier, Valentin Salvaudon, qui n'avait voulu exercer sur ses ouvriers aucune espèce de contrainte.

Il leur avait dit : « Si vous voulez des assurances sociales, vous les paierez, si vous n'en voulez pas, vous êtes libres de votre salaire; je ne vous retiendrai pas vos cotisations et je ne paierai rien. »

Mais Salvaudon était seul dans son département. Un préfet haineux le fit poursuivre et condamner. Salvaudon décida de se laisser vendre.

« Nous étions en relations depuis un certain temps déjà et il m'écrivit pour être présent chez lui, à Bray-sur-Somme, le jour de la vente. (...) Un seul Breton m'accompagna, mais je fus rejoint à Bray-sur-Somme par des cultivateurs de Normandie, membres de nos Comités de Défense paysanne.

Il y avait dans la cour de Salvaudon environ 2 000 personnes. Une centaine de gardes mobiles à cheval occupaient une partie de la cour de la ferme.

Tous les chemins avaient été barrés et, par arrêté préfectoral, la circulation automobile était interdite à 2 kilomètres à la ronde. Des ordres extrêmement sévères avaient été donnés et le préfet avait

mobilisé quelques communistes d'Amiens pour porter les enchères.

Ces membres de la Bourse du Travail furent en effet accueillis à l'arrivée par le commissaire spécial qui les présenta au commandant de la garde mobile.

Et l'on vit ce spectacle curieux : quelques voyous amenés aux frais du préfet se porter acquéreurs de chevaux dont ils n'auraient certainement pas su se servir.

Un commandant de la garde mobile dont l'imbécillité fut mise en relief à l'audience du tribunal correctionnel, commandait le service d'ordre.

Avant toute manifestation il fit charger et à l'audience il déclara d'un air fort satisfait qu'il l'avait fait pour donner confiance à ses hommes. Des bagarres sérieuses eurent lieu.

Les paysans de la Somme réagirent violemment et si Salvaudon n'avait pas pris la précaution d'enlever de sa cour tout ce qui pouvait servir d'armes, il est probable que plusieurs gardes mobiles eussent été blessés. »

## **b. 1969.**

Les actions de paysans en colère se multiplient. Leurs cibles? Tous leurs ennemis, qu'ils soient représentants de l'État ou qu'ils fassent partie de la « profession ».

Plusieurs préfets sont interpellés en pleine campagne dans le courant de l'année 69 : celui de la Sarthe d'abord, puis Vié, « super-préfet » de Loire-Atlantique ; dans le coffre de sa DS, on découvre une poule faisane alors qu'il est l'auteur d'un arrêté interdisant cette chasse dans le département !

Quelques jours plus tard, c'est le tour d'un ministre ! Guichard, venu remettre quelques décorations dans un village de sa circonscription, est « enlevé » par 300 paysans avec le soutien d'ouvriers et d'étudiants révolutionnaires et conduit jusqu'à une ferme des environs :

« Le fermier qui «reçoit» grimpe sur une échelle et expose sa situation (22 parcelles dispersées un peu partout et 5 propriétaires) en répondant aux questions des agriculteurs. Cela n'a évidemment rien à voir avec les descriptions des rapports officiels et les griefs pleuvent : l'encadrement du crédit, le chômage, le rapport Vedel, la misère des petites gens...

Comme un notaire des environs a lui aussi été « invité » à participer à la fête, on propose au ministre une mesure simple et de salubrité publique : Plutôt que de vouloir éliminer 5 agriculteurs sur 6, pourquoi ne pas liquider les notaires, agents fonciers et autres parasites...

Le ministre est bafoué, les masses le tutoient et lui jettent leur colère à la gueule. Il essaie son baratin habituel mais il se fait interrompre et ridiculiser. Alors il reste planté sous la pluie au milieu de la cour de ferme, les pieds dans la boue.

Au bout d'une heure environ, on décide de revenir en manifestation au village. Lui veut repartir en bagnole (il est pressé car il va gueule-tonner à Nantes).

On le retient, on le pousse. Les gardes-mobiles approchent en brandissant leurs mousquetons.

Bousculades. Le ministre s'échappe protégé par la « force publique. » Des mottes de terre s'écrasent sur son beau pardessus, des pierres volent.

Un paysan ouvre avec précaution une petite boîte d'œufs : l'un d'eux atterrit sur la nuque du ministre. La manifestation repart vers le centre du village, sans ministre, mais avec le notaire qui se fait vivement chahuter pendant tout le trajet : on lui fait même porter une pancarte !

A l'arrivée, un jeune paysan prend la parole et dit à peu près : « On sait bien qu'une telle action ne suffit pas pour obtenir des réformes, mais c'est une action de rébellion. Il faut poursuivre dans cette voie. »

(La Cause du Peuple, décembre 1969).

Mais il n'y a pas que ceux qui, loin dans les bureaux, écrivent et programment la misère des campagnes; il y a ceux qui viennent et qui prennent la place, les « cumulards »; du genre Tribondeau (Mayenne) ou Ameteau (Deux-Sèvres).

Tribondeau est gérant de l'abattoir municipal, éleveur de chevaux de course, marchand de bestiaux, possesseur de centaines d'hectares, riche à millions, influent, puissant, respecté... Jusqu'au jour du début 71 où 400 paysans attaquent sa maison, l'insultent, rossent ses valets, lui interdisent de continuer à acheter des terres à des prix honteux...

Parfois il faut se résoudre à « saboter » les récoltes d'un accapareur qui s'entête : haricots recouverts de poudre blanche dans le Finistère, mais arrachés par 100 coupeurs une nuit à Saint-Dolay dans le Morbihan...

Il y a enfin ceux qui s'engraissent avec le travail des autres : les industries de transformation, même si elles portent le beau nom de coopératives.

Et c'est la « guerre du lait » en Bretagne comme dans les Vosges. On cherche à assécher le ravitaillement d'un trust laitier en « détournant » le lait vers une coopérative et, au printemps 71, un camion de la Sapiem-Preval est attaqué de nuit en forêt de Camors.

Pendant ce temps l'Occitanie paysanne se soulève contre Debré qui veut voler aux paysans leur Larzac, contre les magnats du pinard qui acculent à la ruine des milliers de petits viticulteurs, contre les « promoteurs » qui veulent transformer le pays en réserve touristique.

Et ce sont les immenses manifestations de Béziers, les attaques contre les voies ferrées et les ponts, le sabotage des cuves d'un industriel à Barbeira.

### **c. La tendance s'est renversée.**

Il ne faut évidemment pas déduire de ce tableau que les campagnes françaises sont à feu et à sang. Mais, telles quelles, ces actions sont significatives de l'esprit qui anime les paysans travailleurs.

Tout comme étaient caractéristiques - - mais d'une autre manière bien entendu — de la situation d'avant guerre les opérations des Dorgeristes.

D'ailleurs, le parallèle entre les formes d'action saute aux yeux.

Or, Dorgeres est ouvertement fasciste : chef des « Comités de Défense paysanne de l'Ouest » et des « Chemises Vertes », frange « activiste » du Parti Agraire et du Front Paysan (qui ont à l'époque une certaine audience de masse), il célèbre les valeurs « saines » du pétainisme puis, sorti sans trop de casse de cette affaire, se retrouve fricotant avec Poujade au début des années 50.

Au contraire, les sympathies de ceux qui sont à la tête des actions directes des paysans aujourd'hui vont à l'extrême gauche !

Alors? Serait-ce la confirmation des vociférations de « La Nation » et de « L'Humanité » contre les « extrémistes des deux bords » ou sur le « fascisme rouge » ?

Un exemple actuel, parmi plusieurs autres du même genre, réduit en poussière cet amalgame :

« A 16 heures, plus de 200 tracteurs pénètrent en file indienne dans Grande Synthe, cité ouvrière près d'Usinor.

En même temps, des voitures de flics se postent un peu partout.

Comme disent les paysans : « On est astucieux, on vient de toute la région, de Warmhout, de Bergues, de Cassel, on a réussi à se regrouper et à venir ici sans que les flics le sachent jusqu'au dernier moment. »

« Les rues de la cité sont encore désertes, il vient de pleuvoir à verse. Les tracteurs klaxonnent en passant, les gens commencent à se montrer aux fenêtres, des jeunes distribuent le tract du Secours Rouge annonçant l'opération solidarité.

Dans un champ en bordure des H.L.M., les pommes de terre commencent à être déversées. Et déjà les gens arrivent de partout.

## **DEVANT LES GRANDS BUREAUX D'USINOR**

« Quelques paysans sont partis avec leurs tracteurs jusqu'à Usinor. La, devant l'entrée des grands bureaux, sur le parking des cadres, ils versent leurs cargaisons.

Un paysan monte dans le hall des grands bureaux, et s'adresse aux grands chefs qui observent : « A vous et à vos ingénieurs, on vous

apporte des pommes de terre pourries. »

Le bruit court que le directeur Roger est fou de rage, qu'il veut faire prendre les numéros d'immatriculation des tracteurs.

Les pelleteuses, les bull-dozers d'Usinor sont mis en branle pour dégager la route.

Mais déjà, comme les patates ne sont pas si pourries que ça, on voit des femmes de service en blouse blanche venir en ramasser dans des corbeilles, puis des ouvriers et leurs familles...

### **FÊTE POPULAIRE A GRANDE SYNTHÉ**

« Pendant ce temps, à Grande Synthe, la kermesse bat son plein : des centaines de personnes font du ramassage sur les monticules de patates, « bravo les paysans ».

Tout autour des masses actives et enthousiastes, les flics ont l'air désabusés.

Des paysans viennent demander des tracts du Secours Rouge. Tous les plans sont dépassés. « On ne pensait pas en mettre tant ici », disent les paysans. Et, avant leur départ : « S'il n'y en a pas assez, on reviendra. »

« Quatre heures plus tard, il ne reste rien des 1 000 tonnes de pommes de terre. »

Extraits de La Cause du Peuple, « J'accuse » n° 5, 21 juin 71.

Cela s'est passé à Dunkerque en juin 71 au moment de la grève d'Usinor.

Et ce n'est pas un fait isolé : dans la région nantaise où la contestation paysanne est déjà — relativement — ancienne la solidarité ouvriers-paysans, l'entraide mutuelle est devenue une

tradition : parti en 68, où des paysans de toute la région vinrent en ville sur leurs tracteurs manifester sous la banderole « Place au Peuple ! », prolongé par la participation d'ouvriers à certaines actions paysannes — comme « l'enlèvement » de Guichard — fortifié dans les manifestations communes pour la libération des bords de l'Erdre, enrichi et développé pendant la grève des Batignolles, l'appel au soutien réciproque fonctionne comme un réflexe chez les éléments avancés, tout en étant devenu une pensée de masse.

Il y a eu aussi Entremont à Quimper en 70 où, loin de s'opposer aux ouvriers de la laiterie en grève comme l'avaient calculé les patrons, les producteurs de lait ont défini avec les ouvriers des méthodes pratiques qui leur ont permis de s'unir contre leur ennemi commun...

Il y a enfin et surtout les débuts de fusion qui s'opèrent à l'échelle de tout un peuple en Occitanie sous le drapeau de la revendication nationale entre le mouvement paysan, le mouvement ouvrier et celui des intellectuels, et dont la manifestation de Millau et le meeting de Toulouse sont les signes avant-coureurs...

L'époque où Dorgères mobilisait ses troupes contre les ouvriers révolutionnaires est révolue, non que les contradictions ouvriers-paysans aient été abolies; seulement, comme le montrent ces propos d'un paysan venu à Usinor-Dunkerque avec ses patates, la tendance s'est renversée : elle est aujourd'hui à l'union.

« Je me rappelle, en 36, mon père avait répondu à des grévistes qui quêttaient : vous n'avez qu'à travailler.

Moi j'étais tout retourné. Ça explique aussi que certaines arrières-pensées contre les cultivateurs viennent de là. »

Trois facteurs fondamentaux ont permis ce renversement de tendance.

D'abord, la base matérielle du « corporatisme » paysan n'a fait que se lézarder depuis la libération au point d'être aujourd'hui presque réduite à l'état de ruines.

Ensuite, un formidable bouleversement s'est produit dans les esprits des paysans travailleurs, qui a engendré de nouveaux cadres du mouvement paysan, des cadres contestataires, des cadres révolutionnaires.

Enfin le prolétariat révolutionnaire de notre pays, instruit par les erreurs et les trahisons du passé, a su élargir sa conception e la révolution, au point qu'il est aujourd'hui capable d'ouvrir à la révolte des paysans travailleurs - et de l'ensemble des « classes moyennes » - une issue commune : la nouvelle démocratie.

## **II. LA MORT DU « CORPORATISME » PAYSAN**

Ce chemin parcouru, il faut maintenant l'expliquer. Autrefois, la révolte des paysans pouvait aboutir à des compromis.

Des réactionnaires, du genre Pujade ou Dorgères pouvaient se mettre à leur tête, approuver la violence et négocier des avantages avec le gouvernement.

Mais maintenant, il n'y a plus de possibilité d'arrangement; pour les paysans, c'est vaincre ou disparaître.

Car la bourgeoisie n'a plus aujourd'hui qu'une seule politique : accélérer par tous les moyens l'élimination des paysans

travailleurs: mort lente pour les plus pauvres, ruine pour ceux qui tentent de s'« équiper ».

Cela n'a pas toujours été le cas. Au contraire. Instruite par la Commune -- car les réactionnaires s'instruisent eux aussi aux révolutions - la bourgeoisie française a cherché à conserver l'alliance de fait qu'elle avait réussi à obtenir des paysans pour encercler, puis anéantir, le prolétariat parisien.

Contrairement à leurs collègues de certains pays limitrophes, les bourgeois français ont alors décidé de payer le prix d'une telle politique en instituant le protectionnisme et le « soutien aux prix de production ».

Tout cela pour limiter au maximum le processus de liquidation de l'artisanat agricole!

Les bourgeois ont la vue courte, et les successeurs actuels de monsieur Thiers doivent s'en mordre les doigts : c'est à eux qu'a échu la « tâche » de rattraper tout ce « retard » accumulé. Leurs « partenaires » européens l'exigent...

Aussi, les gens portés à la tête du mouvement paysan n'ont pas le choix : ou appuyer sans réserve le mouvement de masse, u minimum le suivre sans trop le freiner, ou passer carrément avec le gouvernement.

**IL Y A DE MOINS EN MOINS D'EXTRÊME-DROITE NON GOUVERNEMENTALE CAPABLE « D'OPPOSITION »' EN MESURE DE TROMPER LES MASSES.**

[Et, a fortiori, de se poser comme candidate au pouvoir, ce qui était le cas dans les années 30.]

Les notables, les dirigeants réactionnaires, s'ils ne veulent pas se

faire huer comme à Bruxelles pendant la manifestation d'avril 71, sont obligés de se « gauchir », au moins en paroles.

Maffre de Bauge, un des dirigeants des Comités d'Action Viticoles dans le Midi, est amené à cautionner les actions violentes tout en faisant des déclarations du genre : « s'il y avait un nouveau Mai 68, on serait cette fois du bon côté ».

Résultat, l'illusion corporatiste s'effondre en milieu paysan. Comment le paysan pauvre, souvent âgé, qui végète sur sa terre en attendant l'indemnité viagère de départ (I.V.D.) pourrait-il se sentir encore solidaire du « gros » auquel vont toutes les ristournes gouvernementales de la « politique des prix » ?

Comment le jeune qui s'endette à se ruiner pour s'équiper pourrait-il persister dans l'illusion qu'il a quelque chose de commun avec le cumulard qui, non content de lui voler la terre dont il aurait besoin pour ne pas crever, empoche les subventions?

Comment ne se sentirait-il pas plus proche de son frère ou de son voisin qui a dû partir à la ville pour tenter d'y trouver du travail à l'usine?

Dans le début des années 30, malgré la crise, Dorgères pouvait encore s'écrier : « Voilà donc un mouvement qui repose sur la partie la plus nombreuse, la plus travailleuse et la plus saine de la population, celle qui a sauvé le pays pendant la guerre. (...) »

J'ai la conviction profonde que la révolution nationale en France sera due aux masses paysannes, et c'est pourquoi, de toutes mes forces, je crie à mes camarades : « Haut les fourches ! »

Car à l'époque, l'illusion d'un destin commun, porteur de l'avenir du pays, pouvait encore subsister dans les masses paysannes et

servir de ciment idéologique aux classes antagonistes qui les composaient pourtant.

Comment pourrait-il en être de même aujourd'hui quand ce sont les experts gouvernementaux eux-mêmes qui parlent des « trois agricultures » [En gros : celle qui « doit disparaître », celle qui « doit s'équiper » et celle qui est déjà « compétitive ».

Traduire : les paysans pauvres, les paysans qui se ruinent pour s'équiper, les paysans riches et le capitalisme agraire.]!

Cela ne veut pas dire bien sûr qu'il n'y a plus de corporatisme paysan.

L'existence, même limitée d'organisations comme la F.F.A. [F.F.A.: Fédération Française de l'Agriculture] ou certains aspects de l'idéologie qui alimente le M.O.D.E.F. [M.O.D.E.F. : Mouvement d'Organisation et de Défense des Exploitants Familiaux] (d'autres aspects possèdent un caractère progressiste, de classe contre les « gros ») ou la F.N.S.E.A. [F.N.S.E.A. : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles] en sont la preuve évidente.

Mais il est non moins évident que cette idéologie perd du terrain, et rapidement.

A preuve qu'elle végète sur le mode de la « revendication » pure et simple auprès des « pouvoirs publics » : elle n'est plus capable de mobiliser les énergies du mouvement paysan pour des actions corporatistes directes comme au temps de Dorgères ou, quand elle y est forcée par la colère de la « base », ce n'est pas le corporatisme qui s'exprime, mais la contestation.

### III. — LES NOUVEAUX CADRES DU MOUVEMENT PAYSAN

Le cheminement politique des cadres actuels du mouvement des paysans contestataires est exemplaire.

Exemplaire du formidable bouleversement idéologique qui étreint les campagnes à l'image de toute la société; mais exemplaire aussi parce qu'ils ont été et parce qu'ils restent les agents de ce bouleversement.

Au fond, il y a deux générations : l'« ancienne » dont l'évolution a été scandée par de nombreuses crises personnelles et la « nouvelle » — celle des Jean Carel — qui est entrée de plain-pied dans la contestation.

Faire l'histoire de l'« ancienne » génération revient pratiquement à faire celle de la J.A.C. (Jeunesse Agricole Catholique) puis du M.R.J.C. (Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne), même si tous ne sont pas issus de ces milieux, car c'est elle qui a été le facteur décisif de l'évolution du mouvement paysan dans son ensemble.

Laissons la parole à un de ceux qui ont le mieux connu toute cette évolution :

« Dans l'après-guerre, un courant qui revendique la dignité pour le paysan, celui que les gens des villes traitent de « plouc », de « bouseux », se dégage dans la J.A.C. autour de René Colson.

Il devient rapidement dominant et la J.A.C. a le vent en poupe jusqu'à la fin des années 50.

L'idée centrale c'est que le progrès technique est la solution des

difficultés du monde paysan; et cette thèse possède un corollaire : « les militants d'action catholique constituent une élite dont la mission est de régler les problèmes de la masse qui ne comprend pas grand-chose; l'essentiel pour y arriver est de devenir à la fois des exploitants dynamiques et des dirigeants compétents. »

Ces thèmes sont les fondements de l'idéologie Debatisse qui dit « merde aux évêques » en 57-58 pour s'en aller créer le C.N.J.A. (Centre National des Jeunes Agriculteurs).

Arrivent alors, comme cadres du mouvement, des jeunes ayant fait la guerre d'Algérie et qui n'ont pas l'intention de s'en laisser conter par les évêques.

Les crises se multiplient en relation avec celles de la J.E.C. et la politisation dans le M.R.J.C. (qui vient de se créer en englobant non seulement la J.A.C. mais l'ensemble des jeunes chrétiens ruraux) se développe chez certains dirigeants.

A cette époque déjà, on ne croit plus que la solution exclusive soit dans le progrès technique et on se met à parler dans les sessions de « critique du capitalisme ».

Les heurts avec les aumôniers deviennent de plus en plus durs, et finalement, fin 65, 23 permanents sur 30 quittent le M.R.J.C. en claquant la porte.

Sur le coup, bien que ça ait fait pas mal de bruit, la masse des militants n'a pas compris car la hiérarchie avait encerclé et isolé les démissionnaires. Alors on a avancé par des voies différentes. Nous, on a perdu la foi en même temps qu'on a quitté la J.A.C. et on s'est mis à discuter avec des marxistes.

C'est seulement la sortie du premier numéro de « Frères du

Monde » consacré aux problèmes paysans — et qu'on avait fait avec des camarades de l'U.J.C.M.L., de ceux qui devaient ensuite être à la G.P. — qui nous a permis une reprise de contacts puis une nouvelle soudure avec les gars qui n'avaient pas fait la rupture en même temps que nous.

Ce n'est pas difficile à expliquer.

D'abord, l'idéologie Debatisse était à bout de souffle parmi ceux — les moins fortunés — qui s'étaient lancés dans les productions animales (donc surtout dans l'Ouest).

Ce qui fait qu'en 67 ça avait explosé à Quimper, à Redon... Même les syndicalistes de gauche dans l'Ouest étaient complètement désemparés par le soulèvement de Redon, les C.R.S., etc.

Et ils se posaient des questions auxquelles le numéro de « Frères du Monde » — même s'il les choquait pas mal par exemple sur la coopération — les aidait à répondre.

Alors, progressivement, on a recommencé à travailler en commun et « Paysans en Lutte » s'est mis sur pied.

!1 y a maintenant d'autres genres de problèmes qui montrent d'ailleurs l'ampleur du chemin parcouru.

Par exemple, tous les gars de cette génération dont je viens de parler, du fait qu'ils traînent tout un passé de réformisme et d'expérience bureaucratique, ne manquent pas d'avoir certains conflits avec ceux de 20 ans qui sortent des maisons familiales ou des collèges d'enseignement agricole.

Les jeunes sont beaucoup plus disposés à analyser les choses en termes de « paysans travailleurs », c'est-à-dire en termes de lutte des classes; et pour eux c'est évident, car ils n'ont jamais espéré

devenir ces « petits patrons dynamiques » dont on nous a bercés : la dépendance du crédit et de la coopération, ils l'ont connue — et forte — dès leurs débuts ! »

#### **IV. — AVOIR L'INITIATIVE**

Si la bourgeoisie est à terme coincée dans ses efforts pour maintenir les paysans travailleurs sous sa domination politique et idéologique, le prolétariat révolutionnaire lui, instruit par l'histoire et par le maoïsme, est en position offensive.

A l'heure actuelle, même le plus « ossifié » des professeurs « marxistes » est bien forcé de reconnaître, au moins en paroles, que le mouvement paysan est une des composantes fondamentales de la nouvelle démocratie, de la révolution populaire en France [même si ce genre de personnage n'emploie pas de vocabulaire].

Mais il n'y a pas si longtemps, quelques années à peine, alors que sa direction politique et idéologique semblait appartenir aux paysans riches ou aux arrivistes crapuleux du genre Gourvennec ou Debatisse, alors que ne s'étaient pas encore dégagés des luttes de nouveaux cadres ouvertement contestataires, ouvertement pro-ouvriers, ces mêmes personnages ou leurs pareils faisaient la fine bouche, se répandaient en : « Tout cela sent son poujadisme a plein nez », s'enfermaient avec leurs livres pour pouvoir s'exclamer triomphants : « Les mots d'ordre et les actions des paysans ne sont pas conformes aux textes de Lénine sur la question aire ! » Bref, si nous les avons écoutés, nous aurions abandonné l'initiative aux réactionnaires...

Les révolutionnaires prolétariens ne se sont pas laissé intimider par

le verbiage de ces petits pédants.

Immédiatement, alors qu'ils n'avaient quasiment aucune influence pratique dans le mouvement, ils ont proclamé leur soutien total aux actions directes de survie des paysans travailleurs.

Et, avec les forces sur lesquelles ils pouvaient s'appuyer -- principalement la jeunesse contestataire — ils se sont lancés dans la bagarre.

C'est la même position fondamentale qui les a guidés pour se mettre à l'école du mouvement Occitan.

Pourtant, sur cette question aussi, les Trissotin ne manquent pas : « Une question, dès lors, peut être légitimement posée : l'absence de composante ouvrière dans les mouvements régionalistes (Marcelle Padovani n'était sûrement ni à la manifestation de Millau, ni au meeting de Toulouse !) ne risque-t-elle pas de conduire à de purs poujadismes locaux ? » (Nouvel Observateur, 31 Janvier 1972).

C'est avec ce genre de « questions légitimes » qu'on abandonne aux fascistes une révolte populaire comme celle de Reggio de Calabre. Laissons les trotskystes se poser cette « légitime question » dans leurs appartements et revenons à la réalité...

La réalité, c'est que si les révolutionnaires prolétariens n'avaient pas été animés de l'esprit : « foncer dans le mouvement paysan pour soutenir ses initiatives » [même si, dans la pratique, il vaut mieux que cela ne se passe pas exactement comme cela !], jamais ils n'auraient pu aider le mouvement paysan à distinguer ses amis (les ouvriers, la jeunesse contestataire...) de ses ennemis (paysans riches, cumulards, notables, agents de l'État...) et jamais en contrepartie ils n'auraient été capables d'assimiler toutes les leçons

politiques et militaires qui se dégagent des luttes paysannes et qui sont valables pour tout le peuple...

Si cette attitude des maoïstes scandalise tant les petits professeurs « marxistes », c'est qu'elle s'oppose à une tradition bien établie dans le mouvement ouvrier français, celle du P.C.F. en particulier, même dans les années 30 où la voie révisionniste en son sein n'était pourtant pas dominante.

Dès le début de la crise économique, le Parti est confronté à un essor rapide du mouvement paysan et à des tentatives d'individus du genre de Dorgères pour l'attirer dans l'orbite de la réaction fasciste.

Il y a en France, à cette époque, 2,5 millions d'exploitations agricoles (37 % de la population active) parmi lesquelles 1,9 n'occupent pas d'ouvrier ou un seul; compte tenu du faible niveau de la mécanisation et du fait que chaque exploitation occupe une famille entière, cela signifie qu'il existe à l'époque, en France, une masse très importante de paysans travailleurs sans lesquels le prolétariat ne saurait vaincre la bourgeoisie.

Pour une grande partie d'entre eux, la crise économique qui travaille l'ensemble du monde capitaliste, c'est la chute des prix, l'insécurité, la misère.

Une question brûlante : quelle classe, avec quelle politique, va être capable de donner une issue à la colère paysanne, la bourgeoisie ou le prolétariat ?

C'est une réponse en quelque sorte que donne Waldeck-Rochet, à l'automne 35 :

*« Pendant l'année 34-35, ce sont des centaines de milliers de*

*paysans qui ont participé à des meetings de protestation ou à des manifestations groupant 3 000, 5 000, 10 000 et même jusqu'à 20 000 paysans; l'une de ces manifestations s'est déroulée en plein Paris.*

*Certaines d'entre elles ont été particulièrement violentes, comme celle de Chartres en 1933, où la préfecture fut prise d'assaut. (...)*

*Le mot d'ordre de grève de l'impôt est devenu lui aussi très populaire; les paysans se rassemblent pour empêcher les ventes-saisies; dans certains départements, ils ont manifesté par milliers pour imposer la suppression des droits de place sur les foires et les marchés en se battant avec la police.*

*Pour les raisons déjà signalées, un tel mouvement offre pour nous des possibilités immenses. Or, en dépit de quelques résultats appréciables, il reste que les larges masses paysannes ne sont pas dans le front populaire. (...)*

*Le fait que, dans la dernière période, une bonne partie des grandes manifestations paysannes se soient déroulées en partie sous les mots d'ordre des fascistes, témoigne de leur influence ».*

Un tel tableau témoigne de la faillite d'une politique caractérisée essentiellement par une sous-estimation du mouvement paysan et une totale incompréhension de l'« illégalisme », ce qui dans son fond revient à une absence d'initiative idéologique et militaire vis-à-vis du mouvement paysan.

Depuis sa fondation, le P.C.F. butte sur la « question agraire », comme on dit à l'époque. Il ne l'a abordée de front qu'au congrès Marseille (fin 1921) dont les thèses opportunistes ont fait l'objet d'une critique par Lénine lui-même (« De la Thèse du Parti

communiste français sur la question agraire »).

Cette impuissance devient encore plus manifeste avec la tactique « classe contre classe » qu'il adopte à la fin des années 20. Initialement, il s'agissait de combattre les tendances de droite qui se manifestaient avec une netteté toute particulière sur le plan électoral.

Au fond, le parti avait tendance à remplacer une réelle politique autonome en direction des « classes moyennes » par des accords électoraux avec la S.F.I.O. et le parti radical.

La politique « classe contre classe » rompt avec cet opportunisme mais sans avancer pour autant une politique paysanne : à l'opportunisme de droite, succède une politique « ultra-gauche ».

Du coup, la préoccupation du parti en ce domaine se limite au prolétariat agricole : ainsi, quand le 13<sup>e</sup> plénum du C.E. de l'I.C. signale en janvier 1934 que « le fascisme s'efforce d'assurer au capital monopoliste une base de masse au sein de la petite bourgeoisie en faisant appel à la paysannerie désorientée, aux artisans, aux employés, aux fonctionnaires et aux éléments déclassés des grandes villes en tentant de pénétrer également au sein de la classe ouvrière... », dans les Cahiers du bolchevisme, sous le titre : « Pour la conquête des travailleurs de la terre », on s'en tient aux ouvriers agricoles : « Le mécontentement qui existe à la campagne est sérieusement exploité par la bourgeoisie pour sa propagande fasciste et pour la réalisation de ses objectifs contre-révolutionnaires.

Il est à peu près sûr que de nombreux ouvriers agricoles ont manifesté le dimanche 26 novembre 1933 avec leurs exploiters et derrière les mots d'ordre fascistes du Parti agraire. Plus que jamais

nous devons nous pencher vers les revendications des exploités de la terre, vers ce prolétariat rural que sont les ouvriers agricoles et les domestiques de ferme... » (F. Mioch, janvier 33).

Ce n'est qu'à la mi-35, avec la politique de « front populaire », que la question paysanne revient à la surface.

Le texte déjà cité de Waldeck Rochet en porte témoignage.

Les « Programme de sauvetage de l'agriculture française » se succèdent avec le mot d'ordre « Paysans de France, unissez-vous ! »

Mais fondamentalement ce sont les alliances électorales qui redeviennent centrales : « le parti radical est actuellement le plus grand des partis politiques de France. Il se trouve en contact permanent avec les grandes masses de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, avec les grandes masses de la paysannerie... » (F. Bonté, juillet 35).

« C'est le parti des petites gens, des classes moyennes. Il a une énorme influence dans les milieux ruraux. Il est suivi par la majorité des classes moyennes dont le poids spécifique peut, joint aux forces prolétariennes, décider de la victoire dans le combat anti-fasciste... » (A. Ramette, juillet 35).

[Les trotskystes pourraient avoir ici l'impression que nous nous rendons leurs « analyses » de l'époque. Manque de pot, s'ils combattaient l'alliance - le parti radical, ce n'était que pour fourguer en douce leur camelote «de gauche» selon leur célèbre thèse : « les classes moyennes étant « oscillantes », c'est celui qui tape le plus fort dessus — la bourgeoisie ou le prolétariat - qui

emporte le morceau ! »]

Il n'y a aucun progrès dans la compréhension du fait que le fascisme réussit à s'emparer des aspirations plébéiennes du mouvement paysan illégaliste.

Ainsi, lorsque Dorgères s'écrie : « Nous quittons volontiers le terrain de la légalité, notamment lorsque la justice est violée par la loi ! », le P.C. F. « répond » par de grandes diatribes sur « le fascisme et sa démagogie nationale et sociale »...

Ainsi, lorsque les paysans s'en prennent à des parlementaires, comme il a été rapporté au début de cet article, le P.C.F.s'indigne contre ces « coups portés à la démocratie » !

« Et voilà les fascistes qui viennent à la rescousse en fulminant contre le parlementarisme pourri et les députés marrons. C'est-à-dire qu'ils s'attachent à la manifestation du mal et non à sa cause. (...) Ils nient la démocratie parce qu'elle permet —quoique dans une faible mesure — d'exercer un contrôle par en bas, sur les affaires du pays... » (Cahiers du Bolchevisme, février 1946).

Quelle est la démocratie à laquelle aspirent les masses ? Quelle est celle dont elles ont besoin pour se libérer ?

Là est toute la question. Est-ce de la vieille démocratie représentative — parlementaire — du système bourgeois libéral, ou la nouvelle, celle de « l'action directe », celle qui permet, fut-ce pour un moment, de renverser les rôles, de faire patauger Guichard dans la boue et le purin pendant que des travailleurs de la terre peuvent enfin dire bien haut leurs difficultés, leurs angoisses devant les traites, leurs luttes et leurs espoirs ? Toute la question

est là.

Car, choisir l'ancienne « démocratie », c'est attaquer les actions illégalistes des paysans (et des autres travailleurs), et c'est par conséquent bloquer l'issue commune à la colère de toutes les couches du peuple.

OPTER POUR LA NOUVELLE DÉMOCRATIE, C'EST AU CONTRAIRE OUVRIR CETTE ISSUE COMMUNE; C'EST, CONTRE LA VOIE DE THERMIDOR, DE VERSAILLES ET DES LIQUIDATEURS DE LA RÉSISTANCE PROLONGER CELLE DE 1793, DE LA COMMUNE ET DES F.T.P.

## **V. -- AUJOURD'HUI**

Le mouvement paysan contestataire connaît à l'heure actuelle certaines difficultés.

Au fond, s'il s'est montré capable de s'imposer comme une tendance irréversible, capable de prendre en charge de nombreuses actions et de servir de référence idéologique à toute sorte d'autres, il n'est pas encore réellement adapté au travail prolongé.

L'indice le plus patent de cette faiblesse, c'est sa relative fragilité devant la répression. Il faut dire que les ennemis mettent le paquet.

Après chaque manifestation, les flics entreprennent de grandes manœuvres d'encerclement : visites d'intimidation, surtout chez les plus « faibles »; menaces; emprisonnements; mais la tactique principale que Marcellin tend à généraliser, c'est la répression financière : outre les frais de justice et les amendes qui se multiplient, le Crédit Agricole coupe les vivres ou exige le remboursement immédiat des traites...

Le mouvement des paysans contestataires est souvent assez désarmé devant ces coups, et il arrive que le découragement s'empare des cadres et des militants.

Aussi, chez les plus conscients, une idée nouvelle s'impose : au point où on en est aujourd'hui, l'obstacle à la transformation du mouvement paysan en instrument de guerre prolongée est devenu le syndicalisme agricole.

Passons sur les appareils nationaux et sur certaines structures locales ou régionales dont la seule politique est celle du coup de poignard dans le dos, du sabotage délibéré des luttes. Le problème est plus profond.

Car, ce dont le mouvement a besoin pour élargir et consolider ses luttes directes autonomes, c'est en définitive d'avoir les mains libres pour développer « les Batignolles », le « coup des patates » à Dunkerque, l'unité contre les industriels laitiers, les Comités d'unité populaire Occitans.

Et cela, le syndicalisme agricole, même le plus « contestataire » comme le C.R.J.A.O. (Centre Régional des Jeunes Agriculteurs de l'Ouest) n'est pas, à cause de ses structures mêmes qui s'opposent à une unité organique à la base entre ouvriers et paysans, en mesure de le faire.

C'est pourquoi certains militants paysans s'attachent à présent à édifier des embryons d'organisation autonome du mouvement de masse adaptée aux tâches et aux méthodes de la nouvelle démocratie.